Une division sociale du travail de politisation des inégalités de classe, de genre et de race ?

Des cadres aux jeunesses des associations dites d'« éducation populaire »

Programme Jeune Recherche 2022-2023

Louise FREULET

Doctorante en Sciences de l'Education à l'Université Paris Cité, Louise est également chargée d'études à l'Agence Phare.et enseigne à l'Université Paris Est Créteil

Axes de recherche : action publique et associative ; éducation populaire et jeunesses ; lutte contre les inégalités et discriminations ; travail de politisation ; imbrication classe / genre / race.;

Affiliée au Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (CERLIS, UPC, CNRS), à l'Institut Convergences Migrations (département intégration/discrimination) & Lauréate de l'aide à la mobilité internationale pour la jeune recherche de l'Institut du Genre

Formation

New York University (NYU) – *Visiting Research Affiliate* à *l'Institute of French Studies* (IFS)

Sciences Po Paris – Master 2 en Sociologie des Organisations et RH

Sciences Po Paris – Bachelor en Sciences Sociales, 3e année d'échange à *University of Auckland* (Nouvelle-Zélande)

Publications

« Talpin J., Balazard H., Carrel M., Hadj Belgacem S., Kaya S., Purenne A., Roux G., L'épreuve de la discrimination. Enquête dans les quartiers populaires, Paris, PUF, 2021, 399 p. », Compte-rendu pour Agora débats/jeunesses, Presses de Sciences Po, Paris, Mars 2021.

« Mobilisation, contrôle et résistances. L'Education populaire à l'épreuve de la lutte contre l'islamophobie. », Communication dans le RT35 de l'Association Française de Sociologie, 8 nov. 2021, Paris. Poster :

Freulet Louise, Réguer-Petit Manon et Monfort Marianne, « Rapport d'évaluation de deux programmes associatifs portés par BECOMTECH contre les inégalités genrées d'accès au numérique. », 2020.

Freulet Louise, Arnal Caroline, Réguer-Petit Manon, Audran Martin et Barcat Paulin, « Etude flash sur les effets de la crise sanitaire (Covid-19) sur les publics reçus par les Restos du Cœur », 2021.

En France, c'est dans les années 1990 que le problème des « discriminations », d'abord liées à « l'origine », est mis à l'agenda politique. C'est également à cette période que les politiques de citoyenneté juvéniles sont recadrées autour des mots d'ordre d'« engagement » et de « participation » des jeunes. Dans la continuité de ce mouvement, depuis les années 2000, des associations dites d'« éducation populaire » (EP) déploient des dispositifs qui, en grande partie financés par les pouvoirs publics, visent à ce que les jeunes s'« engagent » contre les inégalités sociales (que ces associations abordent sous différents référentiels - « diversité », « égalité », « justice sociale », « prévention des violences », « lutte contre les discriminations »). L'étude de ces dispositifs fait émerger un paradoxe : alors que les inégalités sociales (de classe, de genre et de race) sont un problème politique car collectif, structurel et institutionnel, comment expliquer que ces associations (surtout deux des trois étudiées) transmettent aux jeunes une vision dépolitisée – car individualisée – du problème ? Ce faisant, renforcent-elles ou transforment-elles les prédispositions des jeunes de ces associations, aux profils sociaux contrastés, à politiser – ou dépolitiser – ces inégalités ?

Théoriser ce que la « politisation de l'inégalité » veut dire

Pour comprendre la manière dont ces associations façonnent les prédispositions des jeunes à politiser – ou dépolitiser – certaines inégalités sociales (de classe, de genre et/ou de race), une partie de mon travail consiste à **théoriser ce que « politiser l'inégalité »** veut dire.

Dans la continuité des épistémologies féministes, je considère que la politisation n'est ni un attribut mesurable en soi ni une activité non-productive mais ***un travail* que des personnes – certes différemment socialisées politiquement – effectuent toujours en situation d'interaction sociale.** Ce travail consiste à **problématiser politiquement** (Barthes, 2013) **l'inégalité,** c'est à dire à :

1/ Nommer politiquement l'inégalité :
- Nommer un problème (vs. l'éviter)
- Mettre en jeu un/des rapport(s) de pouvoir, soit :
  *parler en termes de *groupes* (vs. d'individus)
  *pointer *l'asymétrie de pouvoir* entre eux (vs. symétriser ou renverser l'asymétrie)
  *s'en *indigner* (vs. les justifier)

2/ Imputer une responsabilité politique (et pas individuelle -interpersonnelle) **aux causes et/ou solutions de l'inégalité,** soit l'imputer à :
- La *sphère politique spécialisée* = acteurs des pouvoirs publics et/ou de la compétition politique (hors partis)
- Et/ou à *la structure* économique, historique et sociale = le « système » (raciste, sexiste/patriarcal, capitaliste, colonial, etc.).

Réfléchir à partir de la notion de travail permet de penser sa **division sociale** (Dunezat & Galerand, 2013), soit :

- Qui fait quoi (*principe de séparation*) ? : quels groupes sociaux effectuent quelles tâches (de politisation) ?
- Quoi fait qui (*principe de hiérarchisation*) ? : quelles tâches sont valorisées / dévalorisées ?

L'analyse de cette division sociale permet de comprendre **la reproduction – ou subversion – des rapports de pouvoir** dans et par le travail associatif de politisation.

Source : @FCSF, Emission de radio lors d'un « Réseau Jeunes » sur le thème de la « justice sociale », octobre 2021

Une méthodologie qualitative & comparative

- Une **double enquête** : en tant que membre d'un cabinet qui réalise des études sur les dispositifs étudiés et en tant que doctorante
- Une approche **qualitative** : analyse documentaire, « ethnographie du politique » en ligne et hors ligne de 3 années, 80 entretiens avec des cadres et des jeunes
- Un geste **comparatiste** : entre et au sein des associations étudiées, ainsi qu'entre critères d'inégalité

Source : @LouiseFreulet, Capture d'écran du compte Instagram d'un groupe local de l'association Coexister, janvier 2022

Portée évaluative des résultats

- **Evaluation des politiques de lutte contre les discriminations** : en analysant la division sociale du travail associatif – notamment de politisation – des jeunes, je démontre les effets égalitaires mais surtout inégalitaires d'interventions associatives qui, financées par les pouvoirs publics, visent pourtant à lutter contre les discriminations.
- **Evaluation de la démocratie et des politiques éducatives** : à travers la notion de « policy-feedback » (Spire, 2016), j'esquisse le rôle des politiques publiques (de l'Etat, notamment de l'Ecole et de la Police) sur les jeunes et leur travail de politisation ou, au contraire, d'évitement de la politisation des inégalités. Je montre que ce travail varie selon les positionnements sociaux des jeunes (car ils induisent des rapports différenciés aux institutions) d'une part, et, d'autre part, selon leurs expériences de « (non)-mixité » (notamment de classe et de race) dans leurs trajectoires scolaires.

SciencesPo
LABORATOIRE INTERDISCIPLINAIRE D'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Pour en savoir plus

Linkedin

Site du CERLIS

www.sciencespo.fr/liepp